

## DÉCLARATION ASSERMENTÉE

---

Je, soussigné Rémi Alarent, ingénieur et syndic adjoint à l'Ordre des ingénieurs du Québec, ayant mon domicile professionnel au 1 100, avenue des Canadiens-de-Montréal, à Montréal, bureau 350, déclare solennellement ce qui suit :

### Curriculum Vitae

1. Je suis syndic adjoint à l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis le 30 mars 1992, poste que j'occupe à temps plein depuis de cette date;
2. Je suis membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis le 16 août 1977;
3. Je n'ai jamais fait l'objet d'une plainte disciplinaire et mon droit d'exercice n'a jamais fait l'objet d'une limitation ou d'une suspension;
4. J'ai obtenu en 1977 un baccalauréat en génie métallurgique de l'École polytechnique de Montréal et, en 1988, une maîtrise en génie industriel de cet établissement;
5. J'ai obtenu en 1997 un certificat en droit de l'Université de Montréal;
6. De 1978 à 1980, j'ai travaillé pour Stelco inc. à titre d'ingénieur métallurgiste de projet;
7. J'ai ensuite travaillé de 1980 à 1984 pour Qualitech Consultants inc. à titre d'ingénieur de projets, puis de chef de groupe;
8. De 1984 à 1990, j'ai travaillé à la Commission de la santé et la sécurité du travail (« CSST ») comme ingénieur inspecteur, puis comme spécialiste en vérification des opérations;
9. De 1990 à 1991, j'ai travaillé à Hydro-Québec comme ingénieur en assurance qualité;
10. J'ai ensuite travaillé comme consultant en génie industriel de 1991, initialement à temps plein, puis à temps partiel suite à ma nomination à titre de syndic adjoint ;
11. J'ai cessé d'exercer mes activités de consultant quelques années après ma nomination à titre de syndic adjoint ;
12. Avant d'être syndic adjoint, j'ai occupé différentes fonctions au sein de l'Ordre des ingénieurs du Québec;

13. De 1982 à 1989, j'ai été membre du conseil de discipline de l'Ordre (alors appelé « comité de discipline »);
14. J'ai ensuite été membre du Conseil d'administration de l'Ordre (alors appelé « Bureau ») de 1989 à 1992 et vice-président aux affaires professionnelles pour l'année 1990-1991.
15. J'enseigne également en matière de pratique professionnelle, de droit professionnel, d'éthique et de déontologie à l'Université Concordia depuis 2003 et à l'École Polytechnique de Montréal depuis 2004 en plus d'avoir, de temps à autre, prononcé des conférences et donné des cours à l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université du Québec à Montréal, l'École de Technologie Supérieure et à l'École Polytechnique de Montréal ainsi que lors différents colloques de l'Ordre des ingénieurs.

### **Fonctions**

16. Lors de mon entrée en fonction à titre de syndic adjoint, le « Bureau du syndic » de l'Ordre comprenait, outre moi-même, le syndic et directeur des affaires professionnelles, un autre syndic adjoint et une secrétaire;
17. Le bureau du syndic retenait également les services de deux enquêteurs et d'un avocat, auxquels se sont ajoutés au fil du temps des syndics correspondants;
18. Considérant que j'avais déjà de solides connaissances en droit professionnel ainsi qu'une expérience considérable en matière d'enquête par les fonctions que j'avais occupées à la CSST, j'ai pu exercer assez rapidement l'entièreté de mes fonctions de syndic adjoint;
19. Au début de ma carrière à titre de syndic adjoint, j'ai aussi pu tirer profit des conseils du syndic Luc Laliberté, ing. et du syndic adjoint Jacques Guilbault, ing.;
20. De plus, j'ai suivi en août 1993 une formation de trois jours donnée à l'intention des syndics des ordres professionnels par le Conseil interprofessionnel du Québec;
21. J'ai suivi au fil des ans de nombreuses autres formations, afin de parfaire et de maintenir mes connaissances et mes compétences en droit professionnel, déontologie et éthique ainsi que dans divers domaines touchant à la pratique de la profession;

### **Fonctions au Bureau du syndic**

22. À titre de syndic adjoint, mes fonctions consistent principalement à enquêter sur des infractions disciplinaires qui auraient été commises par des ingénieurs, mais aussi à répondre aux questions des membres ou du public en matière de déontologie, d'éthique ou de pratique professionnelle, à donner de la formation à diverses clientèles et à rédiger des chroniques et des avis sur ces sujets;



23. Ainsi, je reçois de temps à autre des dénonciations et des signalements indiquant qu'un ingénieur aurait agi de façon contraire aux normes professionnelles régissant sa profession ;
24. À ma connaissance, les pratiques du bureau du syndic ont toujours été qu'une dénonciation ou une information était recevable aux fins de l'ouverture d'une enquête si elle vise un ou plusieurs ingénieurs identifiés ou susceptibles de l'être et qu'elle met en cause une infraction au *Code des professions*, à la *Loi sur les ingénieurs* ou à leurs règlements d'applications, dont le *Code de déontologie des ingénieurs* [pièce 219P-2141] ;
25. La personne qui recueillait l'information devait la consigner par écrit sur un formulaire qui est remis au Syndic, lequel décide de l'ouverture des dossiers d'enquête ;
26. La consignation des informations était rendue particulièrement pertinente, voire essentielle, en raison du fait que, depuis 1994, la décision d'un syndic de ne pas porter plainte peut être soumise à un comité de révision qui évalue alors l'ensemble du dossier d'enquête afin de formuler un avis sur le bien-fondé de la décision ;
27. Tout au long de ma carrière à titre de syndic adjoint, j'ai contribué à la formation des nouveaux employés, notamment en ce qui concerne le traitement des appels ;
28. Suite au décès du syndic Luc Laliberté, ing. à la fin du mois de mai 2001, j'ai assumé la responsabilité de l'ouverture des dossiers d'enquête durant plusieurs mois, jusqu'à la nomination en 19 février 2002 de Louis Tremblay, ing. à titre de syndic ;
29. Je n'ai jamais indiqué, suggéré ou laissé autrement entendre qu'il était souhaitable d'indiquer à un interlocuteur à l'avance les difficultés de preuve potentielles ou encore qu'il était nécessaire de fournir un écrit pour effectuer un signalement ;
30. Les façons de faire qui s'étaient mises en place au cours des années au Bureau du syndic ont été codifiées dans les *Procédures et méthodes de travail du Bureau du syndic* [pièce 3] ;
31. Dans le cas où une demande vise un ingénieur, mais ne concerne manifestement pas une infraction de la compétence du syndic, j'explique à mon interlocuteur pourquoi le Bureau du syndic ne peut agir et le réfère éventuellement à d'autres organismes susceptibles de pouvoir intervenir ;
32. Cela peut arriver à l'occasion, comme, par exemple, lorsqu'une personne appelle au Bureau du syndic pour demander si l'Ordre peut sanctionner un ingénieur qui omet ou néglige de payer une pension alimentaire ;
33. De même, je n'ai jamais eu connaissance qu'une telle instruction avait été donnée tant lors de mon mandat d'administrateur à l'Ordre que subséquemment ;

34. La procédure en place a toujours été claire pour moi : une demande d'enquête est consignée par la personne l'ayant reçue sur le formulaire de demande d'enquête, lequel est ensuite remis au syndic qui décide de la suite à donner à ladite demande ;
35. Aussi, je n'ai pas souvenir qu'une autre personne du Bureau du syndic ait compris différemment cette consigne ou ait décidé de ne pas la respecter ;
36. Je n'ai jamais reçu d'instructions à l'effet d'agir différemment si la dénonciation ou le signalement visait une infraction de procédé malhonnête, de corruption, de collusion, de trafic d'influence, d'abus de confiance, de financement politique illicite ou autre ;
37. De même, je n'ai jamais reçu d'instruction ou de demande visant à me décourager de procéder à une enquête ou de donner suite à un signalement qui viserait l'une des infractions décrites au paragraphe précédent;
38. Je n'ai jamais reçu non plus d'instructions à l'effet de ne pas accepter de demande d'enquête ou de ne pas procéder à une enquête sur la conduite de tel ou tel ingénieur et je n'ai pas connaissance qu'une telle instruction ait été donnée à un autre syndic à un moment ou un autre ;
39. En fait, les deux premières plaintes disciplinaires que j'ai déposées reprochaient à deux ingénieurs, dont l'un était alors un dirigeant d'une des plus grosses firmes de génie-conseil au Québec de s'être engagés auprès de municipalités québécoises à leur verser une ristourne de 5% sur le coût d'une étude préliminaire moyennant l'octroi d'un contrat de services professionnels ;
40. De plus, la troisième plainte que j'ai déposée reprochait à un ingénieur à l'emploi d'Hydro-Québec d'avoir commis un abus de confiance ;
41. Ces plaintes ont fait l'objet de décisions sur culpabilité et sanctions du conseil de discipline (alors « comité de discipline ») de l'Ordre et portent les numéros 22-92-00001, 22-92-00002 et 22-92-00003 **[décisions au sein de la pièce 4, en liasse]** ;
42. Avant-même 2003, j'avais déposé plusieurs plaintes portant sur des sujets d'intérêt pour la Commission, comme en font foi les décisions suivantes **[incluses à la pièce 4, en liasse]** ;

Intimé	Numéro
Pierre Shoiry	22-92-0001
Éric Tremblay	22-92-0002
Daniel Blumer	22-92-0003
France Michaud	22-95-0005
Michel Labbé	22-95-0010
Vincent Boulet	22-96-0007
Daniel Poisson	22-96-0017
France Thibault	22-98-0011



43. Ces décisions ne sont mentionnées qu'à titre indicatif, car j'ai déposé plusieurs autres plaintes disciplinaires de ce genre au cours des années ;

**Signalement de Karen Duhamel**

44. Je ne me rappelle pas avoir eu quelque contact que ce soit avec Madame Karen Duhamel;
45. J'ai pris connaissance de la transcription de son témoignage rendu devant les commissaires et je suis en mesure d'affirmer que son récit ne concorde pas avec les méthodes d'opération et les façons de faire qui prévalaient au bureau du syndic, que ce soit en 2003 ou à tout autre moment depuis que j'y travaille;
46. Les faits qu'elle relate dans son témoignage démontrent manifestement des infractions de la compétence du Bureau du syndic, de plus, elle fournit des informations plus que suffisantes pour qu'une enquête soit démarrée ;
47. Si j'avais reçu un tel appel, je n'aurai jamais hésité à recommander fortement au syndic d'ouvrir un dossier d'enquête ;
48. Je n'ai retrouvé aucune trace d'un appel de Karen Duhamel au Bureau du syndic en 2003, y compris dans mes documents personnels et mes fichiers informatisés, bien qu'une telle trace a pu être détruite, conformément aux règles relatives à la conservation et à la destruction des documents qui ont pu s'appliquer entre 2003 et 2014 ;
49. En 2003, les principales personnes qui répondaient aux demandes d'information étaient le syndic, Louis Tremblay, la secrétaire de direction, Carole Delcorde et moi-même ;
50. Plus particulièrement, personne, sauf le syndic lui-même, n'était autorisé à refuser de donner suite à une demande d'enquête recevable, comme l'aurait manifestement été celle de Madame Duhamel.

Et j'ai signé,

Déclaré solennellement devant moi  
À Montréal, le 4 mai 2015

Rémi Alaurant, ingénieur  
Syndic adjoint

Louise Gauthier  
Commissaire à l'assermentation #155598

